Vie chère au Burundi : la CNIDH appelle à privilégier la voie du dialogue

@rib News, 28/03/2012 â€“ Source Xinhua La Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) a recommandé au gouvernement et à la société civile de privilégier la voie de dialogue sur la vie chère au Burundi. La Commission a fait cette remarque mardi, date à laquelle l'appel à un arrêt de travail, lancé par les syndicats pour protester contre la vie chère, a été partiellement suivi.

"La CNIDH recommande aux parties de privilégier la voie du dialogue, de la tolérance, de l'ouverture et de la concertation sur une question aussi complexe qu'est la vie chère au lieu d'une guerre médiatique aux effets pervers", a indiqué le président de la CNIDH, Frère Emmanuel Ntakarutimana. Si un effort de dialogue et de rapprochement a été amorcé entre les deux parties, dans un contexte économique difficile, on n'a pas encore vu un consensus sur les stratégies efficaces de vaincre la vie chère, a-t-il déploré. Il a demandé au gouvernement de "mettre sur pied un cadre spécifique de dialogue social représentatif des principales forces sociales et économiques où toutes les questions en rapport avec la vie chère au Burundi seraient abordées" et de "redynamiser le Conseil Economique et Social dont le mandat consultatif couvre tous les aspects du développement économique et social du pays". Dans ce cadre spécifique, on aborde les questions en rapport avec les tarifs de la REGIDESO, (la société paratataïque qui produit et distribue l'eau et l'électricité), la taxation des produits alimentaires et l'imposition des revenus de certains dignitaires et mandataires, les trois questions constituant les points de discorde entre le gouvernement et les organisations syndicales et civiles.